
Pascal Lamy

est directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Déglobalisation ?

Après la crise, plus rien ne sera comme avant ». Combien de fois ai-je entendu cette maxime dans les instances internationales au mitan du violent orage qui a fait vaciller la planète, et dont les conséquences sociales vont continuer à se faire sentir dans les années qui viennent ! Et pourtant, depuis quelques temps, c'est plutôt une sorte de lâche soulagement qui prévaut. Comme si le monde allait repartir comme « avant ».

Succomber à cette facilité serait, pour la social démocratie, une erreur magistrale. Ce n'est pas parce que la crise l'a prise de court en l'absence d'une critique actualisée, d'alternatives crédibles, de stratégies politiques efficaces comme le montrent les résultats électoraux (du moins en Europe) qu'il faudrait manquer l'occasion de cette secousse pour combler maintenant ce handicap. Les directions dans lesquelles il faut continuer à chercher pour transformer le capitalisme de marché, au prix d'un effort intellectuel considérable, me parais-

sent dictées par la crise : un nouveau modèle de croissance moins extravagant, plus solidaire, plus économe en ressources qu'il s'agisse du capital humain, financier ou naturel. Un système de régulations mondiales capable de prévenir les emballements précédents et leur contagion, et de fournir un socle de bien-être social garantissant le progrès.

Les directions dans lesquelles il faut continuer à chercher pour transformer le capitalisme de marché, au prix d'un effort intellectuel considérable, me paraissent dictées par la crise : un nouveau modèle de croissance moins extravagant, plus solidaire, plus économe en ressources qu'il s'agisse du capital humain, financier ou naturel. Un système de régulations mondiales capable de prévenir les emballements précédents et leur contagion, et de fournir un socle de bien-être social garantissant le progrès.

Auparavant, il faut s'interroger sur le fond de tableau, la globalisation. Va-t-elle reprendre son cours historique ou bien, comme le proclament avec le goût de la revanche les penseurs de l'altermondialisme¹ faire place à un retour de balancier vers des arrangements locaux entre souverains comme cela s'est déjà produit lors de cycles historiques précédents ? La réponse à cette question essentielle est difficile tant les forces qui ont produit la globalisation sont diverses, et leur jeu complexe. Mais, en première approximation, l'hypothèse de la déglobalisation me paraît peu probable, si l'on veut bien examiner les dynamiques à l'œuvre.

Schématiquement, les moteurs de la globalisation ont été : le progrès technologique, l'expansion de la finance, le développement du Tiers-monde, les attitudes culturelles. Moteur numéro un, le plus puissant, la technologie ne devrait pas perdre de sa puissance de transformation. La modification permanente qu'elle produit dans le rapport entre coûts fixes et coûts variables dans les chaînes de production de biens et de services continuera de remodeler la distribution planétaire des activités. Mais, sous contrainte écologique plus forte au fur et à mesure que les externalités environnementales seront mieux intégrées dans les prix d'où un ralentissement possible de la croissance des échanges. Moteur numéro deux, l'expansion de la finance, devrait sérieusement ralentir sous l'effet du désendettement des ménages (principalement, mais pas seulement aux États-Unis) qui va continuer à réduire la consommation. Quant aux flux de capitaux qui ont permis le financement (fragile, on l'a vu) des déséquilibres macroéconomiques, il est probable qu'ils seront freinés sous l'effet des régulations prudentielles en cours de mise en place. L'effet du rééquilibrage, inévitable, de la croissance chinoise en faveur de la demande intérieure est plus ambigu : tout dépendra du contenu en importations de cette demande.

Moteur numéro trois : la croissance des pays en développement, dont il serait surprenant qu'il n'accélère pas. Notamment car la courroie de transmis-

sion « Sud-Sud » va monter en puissance au fur et à mesure de la mobilisation des ressources disponibles avec, ici encore, une contrainte écologique dont la pression s'accroît.

Moteur numéro quatre : les attitudes culturelles. Tandis que le solde bénéfiques / coûts de la globalisation se stabilise (curieusement) dans les opinions occidentales depuis la crise après plusieurs années de chute, il s'accroît dans les pays en développement. À l'inverse on doit escompter que la crise va développer une préférence nouvelle pour la proximité motivée par la précaution tant chez les producteurs que les consommateurs.

Moteur numéro quatre : les attitudes culturelles. Tandis que le solde bénéfiques / coûts de la globalisation se stabilise (curieusement) dans les opinions occidentales depuis la crise après plusieurs années de chute, il s'accroît dans les pays en développement. À l'inverse on doit escompter que la crise va développer une préférence nouvelle pour la proximité motivée par la précaution tant chez les producteurs que les consommateurs.

Le mouvement de ces forces dans des directions diverses devrait, au total, modérer la vitesse de la globalisation sans en changer le sens. Découplage, en quelque sorte plutôt que déglobalisation. Si ce pronostic est exact, et il mérite certainement débat et approfondissement, les hypothèses de départ pour explorer plus avant les deux pistes évoquées ci-dessus peuvent s'énoncer ainsi :

- un modèle de croissance différent ne sera pas moins ouvert que le précédent même si l'élasticité du volume de l'échange international à celui de la croissance se réduit.
- les enjeux de la régulation globale demeurent entiers, et le rêve (ou le cauchemar) du chacun chez

soi que la crise a réactivé, ici ou là, ne s'incarnera pas de sitôt.

Une conception social démocrate et globale de l'après-crise devrait donc, pour conclure, demeurer

fondée sur la recherche de la bonne articulation entre ouverture et régulation aux différents niveaux de gouvernance : local, national continental et mondial.

1 : Voir Walden Bello, « The virtues of deglobalisation », Washington DC : *Foreign Policy in Focus*, 3 Sept 2009.